MALVILLE ET LA PRESSE.

Nous n'avons pas cru pouvoir constituer le livre noir de Malville sans y inclure les réactions des différents organes de la presse écrite et parlée. Nous avons donc rassemblé les « unes » des principaux journaux de la presse régionale, parisienne et écologiste. Nous avons fait suivre ces pages de la revue de presse du « Monde » qui donne une image assez exacte des commentaires des journaux, et du jugement de Claude Manceron dans le « Nouvel Observateur ».

Nous n'avons pas résisté à la tentation d'y joindre la couverture du numéro de « Minute » qui « rend compte » de l'évènement. Ce journal qui ne rate jamais une occasion d'exciter les passions réactionnaires et racistes n'a une fois de plus pas manqué la tradition.

Mais « Minute » n'est qu'un épiphénomène. La presse, une certaine presse, dans une très large mesure a contribué à répandre la thèse gouvernementale. Nous avons voulu illustrer la campagne d'intoxication qui a suivi la marche par quelques titres, deux témoignages, un sur R.T.L., un sur Antenne 2, et une photo. On appréciera ainsi les capacités de manipulation d'une presse soit-disant « libre ». On verra que cela va même jusqu'à la falsification de photographies !...

Pour que vivent les baleines

le dauphiné LIBÉRÉ

LE QUOTIDIEN DU SUD-EST

1,40 F

Lundi 1er août 1977

Génépi ROUTIN

CREYS-MALVILLE : La marche pacifique se termine en drame

UN MORT, UNE CENTAINE DE BLESSÉS

au cours des affrontements violents qui ont opposé les forces de l'ordre aux éléments incontrôlés

Nouveaux incidents dans la soirée

UNE TRENTAINE D'ARRESTATIONS

EN PAGE TROIS, LES ARTICLES DE JEAN ERRAGUIL, MARC PRUDY, PATRICK MONEL, PATRICE MONIN

La conférence de presse du Préfet de l'Isère

Manifestation de solidarité aux abords de Fessenheim

M. CHRISTIAN BONNET :

« Les forces de l'ordre... ont exécuté les directives dont le président de la République a été constamment informé. »

IRAN : UN CONTRAT D'UN MILLIARD POUR UNE FIRME FRANÇAISE

MAUVAIS TEMPS

- 2 alpinistes retrouvés morts.
- Un immeuble de cinq étages s'effondre à Lyon.

En page Sud-Est

Grisélidis au festival d'Avignon

Voir en dernière page

AUTO : La revanche de Lauda.
AVIRON : La France remporte la coupe d'Europe
CANOÉ-KAYAK : Titres pour les Catoni et les patrouilleuses de Vallon-Pont-d'Arc.

En page sports

TIERCÉ : 13-3-8
Dans l'ordre : 2 090 F pour 5 F
Dans le désordre : 321,50 F pour 5 F

LA SEMAINE POLITIQUE

La base en vacances... les états-majors au travail !

N° 154 du lundi 1er août 1977 — Prix : 1,80 F

Le Journal
Quotidien Rhône Alpes

LYON 14, rue de la Charité tél. 42.58.01
PARIS 73, Champs-Elysées tél. 225.85.94

4

Malgré l'interdiction, des manifestants avaient tenté d'atteindre le site nucléaire

LA MARCHE DE CREYS-MALVILLE A TOURNÉ AU DRAME : Un mort cent blessés

(Pages 2, 4, 5)

POURQUOI aller mourir à Creys-Malville ? Les manifestants qui y sont allés ont-ils pu, les blessés, imaginer ils que leur seule allure leur permettre d'occuper le site nucléaire ou qu'ils désarmeraient le gouvernement français de ses projets ? Non, bien sûr. Mais il y a, dans tout acte désespéré, comme un défi à l'avenir et il est bien évident que l'on parlera davantage aujourd'hui du coup de Creys-Malville que de tous ceux qui sont tombés sur la route des vaccinés, nucléaires, aux avant, d'une forme du progrès.

La témérité du préfet de l'Isère et la sagesse de certains dirigeants écologistes coûtent cependant, avec l'aide de la pluie, outre la joie de vingt mille gardiens et flics, dont certains uniquement venus pour la joie du déroulement de la bagarre, ne se manient pas, on l'a vu en mai 1968, avec facilité, enfermés qu'ils sont par la passion d'un âge où l'on éprouve toutes les causes à condition que s'y attachent du romantisme, une certaine noblesse et que les grands mots rivaillent à l'occasion, les petites idées.

Henri AMOUROUX

Suite page 3

Trois documents qui résument une triste journée : on faut une colonne de manifestants s'élance à travers prés pour forcer le barrage ; en bas un C.R.S. à la main arrachée est évacué. un manifestant blessé (photos A.F.G.E.S)

Cours d'Herbouville
La pluie fait s'effondrer un immeuble

Menacé, le tunnel de la rue Terme est fermé à la circulation

(Page 15)

Demain la suite de notre feuilleton

LE TIERCE
13-3-8
Dans l'ordre 2 090,50
Dans un ordre différent 321,50
(Pari Français)

LE MATIN

N° 251 — LUNDI 1er AOÛT 1977 — 1,50 F

VIOLENCES
PENDANT LA MARCHE ANTINUCLEAIRE SUR CREYS-MALVILLE

- **La manifestation a été réprimée très brutalement : un mort (un jeune homme de la Drôme, victime d'une crise cardiaque après une charge policière), plus de cent blessés, dont certains très grièvement**
- **Le préfet Jannin félicite les forces de l'ordre pour *«leur tenue face aux gauchistes et aux étrangers»*** p. 13, 14, 15

Grièvement blessé, un des manifestants est évacué sur un brancard

LE POINT DE VUE DU MATIN

Un pari dangereux

QUATRE jours après la publication du rapport officiel sur la violence commandé l'an dernier par le chef de l'Etat, les affrontements de Creys-Malville viennent en nouvel avertissement à l'adresse d'un pouvoir réticent à tenir discussion sur un problème qui n'est plus seulement technique mais politique au moment où chute de notoriété. L'Etat, qui l'est « immisé dans tous les rouages de la vie nationale », a contribué à faire « une critique de l'affrontement ». Cette phrase n'est pas celle d'un trait-disant, but à Creys-Malville, elle est extraite dans le rapport d'Alain Peyrefitte. Mais il ne suffit pas de diagnostiquer le mal, encore faut-il proposer des remèdes. Une belle occasion s'offrait au président de la République, après son discours, en 1974, de lancer un débat sur le nucléaire et de remettre notamment en question le programme Messmer de mars 1974, qui n'a d'ailleurs jamais reçu l'aval du Parlement. Cette occasion, Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais voulu ou n'a pas su la saisir. En ce sens, les graves incidents qui ont eu lieu hier à Creys-Malville accentuent le divorce entre une valeur d'Etat dominée strictement économique et un monde individuel et collectif plus soucieux du long terme. Quel sens peut avoir la déclaration affirmation du préfet de l'Isère : « Je défends un bien national... » ? Le danger, en effet, aujourd'hui, n'est pas un hypothétique écroulement de l'Etat mais au contraire son développement excessif et sa domination croissante sur tous les aspects de la vie des citoyens.

SANS hésitation et sans demander l'avis à quiconque, le gouvernement français, fidèle à sa conception centralisatrice de la vie économique et politique, a pris « le virage nucléaire ». Les risques qu'implique un développement accéléré et massif de cette énergie nouvelle ne doivent le pousser à la prudence. Or, ce choix a été fait à la légère. Qui, par exemple, aujourd'hui, est en mesure d'affirmer quels seront les coûts comparés des différentes énergies en 1985, date à laquelle le entreront en service les centrales commandées aujourd'hui ? Au lieu de garder plusieurs « fers au feu », comme le font les Etats-Unis, la France n'est bientôt avec l'obstinée dans une politique nucléaire tous azimuts, engageant les richesses du sol et de la géothermie, porteuses d'énergies qui désarmeront notre sécurité indépendance économique de demain.

Aujourd'hui, cette fuite en avant a incité le gouvernement à mettre en marche la seconde génération des centrales nucléaires, celle des surrégénérateurs utilisant le plutonium comme combustible.

Le choix de cette filière est un saut dans l'inconnu car aucun pays ne maîtrise encore complètement cette technique. Si le prototype de Creys-Malville fonctionne un jour, un pays de non-retour serait atteint. Super-Phénix, c'est l'engrenage irréversible par rapport à l'impossible de démantèlement de l'énergie nucléaire, c'est l'accroissement du danger de prolifération chemin par le plutonium, c'est le risque d'accidents meurtriers ou de pollution radioactive aux conséquences incalculables. Creys-Malville, c'est la naissance d'un gigantisme industriel qui ne correspond pas aux besoins de la société. C'est un pari dangereux.

Il faut arrêter la construction de la centrale nucléaire de Creys-Malville.

100 R. DE RICHELIEU PARIS 2e . 073.65.00 742.81.54 - FONDATEUR ROBERT LAZURICK

L'AURORE

1,40 FRANC — LUNDI 1er AOUT 1977 — N° 10.225 — 26e ANNEE

Un mort, une centaine de blessés (dont cinq gendarmes)

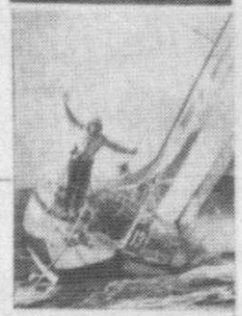
MALVILLE : LE SANG APRÈS LA BOUE

Armés de barres à mine et de cocktails Molotov, les éléments les plus violents (allemands en particulier) ont pénétré dans la zone interdite où ils se sont durement heurtés aux forces de l'ordre

LES SPÉCIALISTES DES COMBATS DE RUE ÉTAIENT AU RENDEZ-VOUS

LES RETOMBÉES... DE L'ANTI-NUCLÉAIRE

LA 36e COURSE DE « L'AURORE »



Avec 45' d'avance sur Morvan et 2h.30 sur Malinovsky

LE TRIOMPHE A CROSSHAVEN DE GAHINET

Après 48 heures de repos irlandais, les solitaires reprendront demain la mer pour Quiberon (2e étape)

NIKI LAUDA ENLÈVE LE GRAND PRIX D'ALLEMAGNE

Vainqueur aux points de Valdès CARLOS MONZON N'A PAS RATÉ SA SORTIE...

TENNIS : rouge Dr-Gaden à Vichy LA FRANCE JOUERA LA FINALE CONTRE L'ARGENTINE

CE QUE COUTERA VOTRE MÉDECIN EN OCTOBRE...

Pour réformer le statut des médecins SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT POSSIBLE EN SEPTEMBRE

Le meurtre de Franco le jeune Anglais ARRESTATION D'UN CHAUFFEUR DE TAXI

TIERCÉ (13-3-8)

VOTRE LOTO

● GRÈVE

● PROCHE-ORIENT

PARDONNEZ-EUX, VOTRE MAJESTÉ, IL ÉTAIT TRÈS FATIGUÉ

Premier ministre, Wilson était exténué par ses propres services

PLOMBIERS SUR LA TAMISE

Philippe BERNIER

Dominique JAMET

Mardi : enfin une amélioration

France-Soir

DH

Paris, mardi 1 août 1977 ● 1 F 40 ● DERNIÈRE HEURE
100, rue Réaumur, 75002 — 508.19.00

Après les violentes démonstrations anti-nucléaires de Malville (un mort, cent participants et cinq gendarmes blessés)

Bonnet, ministre de l'Intérieur, accuse

« Des groupes d'action d'inspiration anarchiste (1.000 sur 20.000 manifestants) ignorant les frontières ont délibérément attaqué les forces du dispositif de protection »

● Les socialistes de la région dénoncent « la brutalité de la répression » et condamnent les actes de violence » des manifestants

Le paradoxe de Creys-Malville

Claude VINCENT

Page 5 : les anarchistes ont attaqué en commando

Les extra-terrestres ne répondront pas à Carter avant un million d'années

De notre envoyé spécial Louis FOY

SOMMAIRE

Un banquier exécuté par la bande à Baader

Quatre jeunes filles de bonne famille recherchées en Allemagne

De notre envoyé spécial Alain SAUVAGE

Il a gagné son dernier combat

Monzon : « Valdès me succédera »

Page 11, les articles de Francis HUGER et Jean PETRIACQ.

Les pays arabes soumettraient un plan de paix à Cyrus Vance

De notre envoyé spécial Alain GUINEY

Les 26 nouveaux films d'août

Page 13

Les Petites Annonces de « France-Soir » font les grands changements de votre vie

LE PROFESSEUR NIMBUS

Le Parisien libéré

N° 16.219 — 1,30 F — LUNDI 1er AOUT 1977

13 - 3 - 8 RAPPORTE 2090,50 F. POUR 5 FRANCS

ECOLOGIE : OUI VIOLENCE : NON

UN MORT (crise cardiaque) UNE CENTAINE DE BLESSÉS

hier à Creys-Malville près du site de "Super-Phénix"

Samedi, les environs de Creys-Malville, cette petite localité de l'Isère, proche de Grenoble avaient des airs de Kermesse et, deux cent mille personnes, dont de jeunes filles s'organisaient pacifiquement dans des campings improvisés en attendant l'heure de la manifestation, le temps de respirer les vapeurs du pique-nique, doute quant à l'opportunité de risquer que dangereux des centrales nucléaires du type "Super Phénix". Et pour, en outre, que des animaux étranges y aient vu une victoire de défense de la nature désormais gravée dans les consciences. Alors, la manifestation fut interdite par le préfet de l'Isère. Des négociations se déroulèrent, mais elles échouèrent. Et, finalement, des affrontements très violents avec les forces de l'ordre, se soldèrent par une centaine de blessés de part et d'autre.

Les groupes armés de barres de fer, casqués (on connaît cette mode venue de l'Allemagne, apparaît au point de l'écologie ? Du pacifisme ? Ces hommes-nucléaires ?), C'est maintenant irréversible, disaient-ils, dans la nature en dépeçant les sites et le paysage. Une preuve avant-coureur à la violence pour cette fête évidence.

(Page 3)

LE MEURTRIER PRÉSUMÉ DE FIONA

la jeune Anglaise découverte assassinée près de Chevreuse

EST ARRÊTÉ

(Page 5)

UN JOAILLIER AU LIEU DES VOLEURS SA FEMME ET UNE AMIE SÉQUESTRÉES

dans leur appartement de Boulogne. PAR 4 GANGSTERS QUI RAFLENT 130 MILLIONS AF

(Page 5)

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

l'Humanité

5 HEURES DU MATIN — LUNDI 1er AOUT 1977 — NOUVELLE SERIE — N° 10 000 (137 JOUR)

5 RUE DU FAUBOURG-POISSONNIERE — PARIS (10e) — TEL. 246.32-99

Provocation à Malville

Un mort du côté des manifestants et une centaine de blessés
C'est l'aboutissement de la tension organisée
Plutôt que la violence, le débat et le contrôle démocratiques sur le nucléaire s'imposent

Programme commun : des solutions à trouver

Après les progrès accomplis, il faut éliminer les divergences pour créer les meilleures conditions d'un sommet de la gauche déclare Charles Fiterman à RTL

Solutions actuelles

Les sinistrés manifestent

Le prix du journal

Beaucoup de quotidiens augmentent aujourd'hui de 10 centimes
«l'Humanité» et l'«Humanité Dimanche» s'efforcent de reculer l'échéance

LIRE LE PAYS AVEC 100 ECRIVAINS

Aujourd'hui ROBERT PINGET : « Sur un coin de Touraine »

(Page 2)

LA BAGUETTE A 1,15 F

(Page 5)

696 MÉDICAMENTS VONT DOUBLER POUR LES ASSURÉS

(Page 4)

IN EXTREMIS

BOMBE A NEUTRONS

(Page 6)

CHASSÉ-CROISÉ MOUILLÉ

(Page 6)

WEEK-END SPORTIF

(Page 10)

mais...

PAR RETOUR DU COURRIER

ANDRE WURMSER.

LE PARIS ANAR DE LEO MALLET

Lire page 12

DEUX ANS APRES HELSINKI L'IMPASSE DE BELGRADE

Lire page 9

Egypte-Libye

UNE GUERRE POUR 4 AVIONS TRES SPECIAUX?

Selon l'hebdomadaire arabe « El Nahar », l'Egypte aurait voulu détruire 4 migs très sophistiqués.

Lire page 11

Libération

LUNDI 1er AOUT 1977 N° 1091

1F60 Belgique : 15 FB Suisse : 1.20 FS Portugal : 17 esc. Pays Bas : 1 fl. Italie : 400 L. Commission paritaire n 54072

Le nucléaire tue

Entre 40 et 50 000 personnes manifestent contre la construction du suregénérateur: Super-Phénix •Affrontements violents à Faverge dans le périmètre interdit •Le premier mort de la lutte écologique: Vital Michalon, un professeur de 31 ans •Plus de 100 blessés parmi les manifestants •5 gardes mobiles grièvement blessés •Cinq arrestations et un suisse expulsé

Lire pages 3 et 4

Malville mon amour

Personne hier encore n'aurait osé crier ou écrire « Meurt pour Malville ». Aujourd'hui c'est fait. Vital Michalon, originaire de la Drôme, est mort dimanche après-midi, pour que le surgénérateur Super Phénix ne voit pas le jour. Facile à dire hier, dramatique aujourd'hui : on peut mourir pour le nucléaire. Près de Faverge, la société nucléaire a fait son premier mort. Ce n'est pas la pollution radioactive qui l'a tué, mais les forces de l'ordre considérables dont le nucléaire a besoin pour s'imposer aux populations, pour s'imposer au pays.

Malville, le nom d'un village aussi anonyme que pouvait l'être pendant des siècles Hiroshima. 50 000 manifestants hier, malgré les épreuves du marcelle temps, malgré les rumeurs que faisait passer la mise en place d'un service d'ordre policier, prêt selon l'expression du préfet de l'Isère, « à défendre le site à n'importe quel prix ».

Malville, où s'érige la puissante, la plus monstrueuse des centrales nucléaires du monde : c'est le cœur de la lutte antinucléaire en France et en Europe, le lieu par excellence où « le nucléaire ne doit pas passer », comme on le disait autrefois du fascisme.

A Malville, se rencontraient toutes les aspirations qui s'entrelisent dans ce combat : expérimentations de nouveaux rapports sociaux, autoconstructions régionales et individuelles, autogestion de la vie quotidienne, recherche d'un rapport créateur au travail. Une nouvelle société est en gestation qui refuse les lois et les impératifs de la société productiviste, et dont le refusement à l'énergie nucléaire n'est que l'affiche foire en avant. C'est cette société en gestation qui se rencontrait, parmi confrontations dans le combat antinucléaire. Deux sociétés s'y affrontent, chacune avec leur logique et leurs moyens. Malville c'était aussi cela.

Malville, c'était aussi un débat nécessaire. Avant même que les manifestants se rapprochent vers ce petit village de l'Isère, les écologistes avaient déjà gagné : alors que le gouvernement se refuse toujours à soumettre au pays les différents du choix de l'énergie nucléaire, Giscard d'Estaing à Pierrelatte vendredi et l'ensemble des partis de gauche cet été se prononcent. Pour le gouvernement, le choix du nucléaire s'impose que l'Etat, et l'Etat n'a pas de compte à rendre. Telle semble être du moins la philosophie gaulliste.

A Malville, mort à des négociations, le gouvernement et Giscard d'Estaing ont dans choisir la manière forte. Ils sont rejoints en cela par le PCF et par la CGT : dans une résolution adoptée par tout parti de l'ensemble du PS. La société productiviste qu'ils représentent veut à tout prix imposer, se solidifie et dit « que ça nucléaire » face à une opposition sans cesse grandissante.

C'est hier en début d'après midi que les incidents violents, affrontements qui ont conduit à la mort d'un manifestant, se sont produits au moment où les manifestants réunis autour à pénétrer sur le site interdit. Sur notre photo, les CRS arrosent en tir tendu les manifestants. (Photo AFP)

Suite page 6

AU FINISH

Etat d'alerte à Palente : Averti par des informations convergentes, les Lip s'attendaient à une intervention policière dans la nuit de dimanche à lundi. Syndicats et partis de gauche demandent voulez-vous à leurs militants, pour lundi matin, suite à l'appel de la CFDT, de rentrer aux Lip est passé la nuit à l'usine.

Les quatre jeunes gens interpellés samedi dans le cadre de l'enquête sur l'incendie d'un camion appartenant à une entreprise travaillant sur le site de la future centrale nucléaire de Plogoff-Ile (Morbihan) seront déférés aujourd'hui au parquet. Ils sont des lycéens appartenant à l'« OTAN » (Organisation terroriste anti-nucléaire).

Un immeuble de cinq étages s'est effondré vers 19 h 30 à Lyon, centre d'Herbouville, sur le coltine de la Croix Rousse, à la suite semble-t-il, d'un glissement de terrain. Il venait d'être évacué in extrémis et à 21 h 30, on ignorait encore si des personnes se trouvaient, bloquées sous les décombres.

Le document donnant le programme détaillé de la visite en Ulster dans dix jours, de la reine Elisabeth a été publié samedi dans le journal des provos. *Republican News*. La « *faite* » provoque évidemment beaucoup d'inquiétude, mais l'itinéraire de la reine ne sera pas changé : seul son emploi du temps sera modifié.

Après la mort subite, au cours d'un attentat, du président de la Dresdner bank, Jürgen Ponto, le ministère de la Justice ouest-allemande a publié les statistiques des actions terroristes commises depuis 1972 par des extrémistes de gauche en RFA. Sept personnes ont été tuées, 42 blessées et 15 ont été enlevées de prises d'otages.

« Bonjour, Bill » est fort content de son week-end « noir » de retour et de départ en vacances qui a fait rue de Grenelle. Août 129 grèves.

DEUXIEME ANNEE N° 412

rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

LUNDI 1er AOUT 1977

FLORILEGE RICARD

Lire en page 5

Un manifestant meurt après une charge de police
Une centaine de blessés à Creys Malville

PREMEDITATION !

Depuis plusieurs jours le préfet de l'Isère et le gouvernement ont systématiquement fait monter la pression «anti-étrangère» et «anti-gauchiste» 50 000 personnes ont manifesté malgré la pluie et les incessantes provocations policières

Les manifestants abrités sous les grandes du. Le pétrole est dans l'air

Lip: Besançon mobilisée

A Palente, c'est la mobilisation. Devant la détermination du pouvoir exprimée à Marseille, les Lip s'attachent à un coup dur dans les jours qui vont venir. Un appel des parts et des syndicats montrera à ceux qui ne sont chargé la manifestation. Cent arrivée de grenadiers, l'ont barrailler alors qu'elle refluait, montrant que ces « leurs » n'étaient pas des opinés.

La pensée nationale et locale n'y est pas, elle de mieux marte non plus. Que n'y a-t-on pas fait, depuis une semaine ? Que les gouvernants étaient déterminés à faire de Malville une épreuve de force sanglante qu'ils intimaient la population locale que toutes les figures fascinantes d'Europe « étaient dépêchées » pour venir le 31 juillet pour ravager un « bien national » qu'on ne sait de Saint-Philibin, etc. Comment ne pas relier la toute performance de l'Humanité qui n'a pas hésité à parodier un vers d'un chanteur.

L'effet de cette propagande n'est fait sentir avec mais ne faire son place : pouvoir manipulateur n'y est intimage pour dévoyer la population locale contre les manifestants, les « barbus chevelus » le mot revient la trière dérapa avec des dépendres grotesques en lambeaux « comme l'image d'Alcore que ne fait pas de dégât.

Mais pour le gouvernement, tout les moyens de l'autre depuis juin 1968 depuis l'assassinat de deux ouvriers à Sochaux, de Gilles Tautin à Flins, les hommes ont changé. Pas tous d'ailleurs : nous l'avons dès Versailles où nous gouvernent cette le même.

Une nouvelle loi, ils ont fait. Les responsabilités du gouvernement dans un régime qui sans partage. La menace d'insuffisant tous autres au pas

dans un périmètre de quatre kilomètres mise une semaine provocation. Les organisateurs de la manifestation, tout en réaffirmant son caractère pacifique, qui incontestable, à juste titre l'appel à la manifestation sur le site. La police a attaqué une manifestation de cinquante mille personnes, très peu structurée, nullement équipée pour un affrontement violent. Vital Michalon est mort, vraisemblablement atteint des suites d'une charge des flics. Tout d'un être plus !

Hier soir le préfet organisait une conférence-chasse à l'homme aux abords de Malville. C'est qu'il veut, a-t-il dit, un « maximum d'arrestations » Déjà plusieurs manifestants, dont des Suisses, ont été arrêtés. Parmi eux Tom, un des Allemands. Pour l'exemple.

En dépit de cette atmosphère de progrom créée par les pouvoirs publics, ce rassemblement a été la première grande manifestation internationale contre le nucléaire en Europe. La réponse appropriée aux ravages de la filière nucléaire dans tous les pays de l'Europe capitaliste. La présence de milliers de travailleurs étrangers. Allemands, Suisses, Italiens, Belges représentant l'émergence de la force du mouvement international qui est en train de se tisser en vue du pouvoir, du pouvoir ouvrier. Ce n'est pas le pouvoir socialiste les gens qui nous gouvernent. Ceux qui y a et un peu plus d'un demi-siècle brandissaient sur les ouvriers qui manifestaient pour le journée de travail de huit heures.

De quoi est mort Vital Michalon

Après un de ses camarades, membre de secours de secours et blessé à l'œil lors de la manifestation, il poursuivait le tableau clinique suivant : coma avec température inférieure. Accélérant du rythme bleu et fait pour [illegible] des [illegible] cigarettes.

Ces symptômes peuvent s'interpréter de plusieurs manières, mais certaines apparaissent peu vraisemblables en la circonstance. Avec de l'alcool pour [illegible] ou de stupéfiants [illegible] la présence que à toute la [illegible] de la victime et à un de ceux qui [illegible] de Kérosène à la tête. Plus [illegible] ont été de longues [illegible] difficiles, de [illegible] fatigue, de « une heure [illegible] de sa part. Et tout [illegible] de cause : [illegible] de la [illegible] cardiaque [illegible] [illegible] [illegible]

30 et 31 juillet : un mort, une centaine de blessés.

Vendredi, 6 de nos camarades, allemands, suisses et français restent en prison après un procès scandaleux, où la justice se bafoue elle-même pour tenter ce qu'elle est : l'instrument du pouvoir centralisateur que nous impose Super-Phénix, du pouvoir qui décide de nos vies. Nous avons vu face de nous depuis trois semaines, un pouvoir hystérique et déchaîné sans autres arguments que le mensonge d'une certaine presse commandée du ministère de l'Intérieur, que la force des armes ou des trois. Bref, le terrorisme.

Face à cela, nous étions plus de 60 000 décidés à agir, décidés à dépasser le stade de la protestation. 60 000 personnes venues pour marcher vers le site. Ce n'est pas un hasard si ce mot d'ordre nous a plu, à nous militants antinucléaires et s'il a plu aussi à la masse des manifestants. Nous ne pouvons pas faire moins, cela est clair. Nous ne pouvions pas appeler les gens à protester encore une fois dans un meeting ou une manif de rue. Pouvions nous faire plus ? Pouvions nous faire mieux ?

IRONS-NOUS JUSQU'A LA GUERRE CIVILE ?

Les commentaires de la presse

Le Monde du 6/8/1977

LE PARISIEN LIBERE : écologie, oui : violence, non.

« Ces groupes armés de barres de fer, casqués, venus pour la plupart d'Allemagne, agissant au nom de l'écologie ? Qui pourrait le croire ? Ces centrales nucléaires, c'est maintenant irréversible, doivent s'insérer dans la nature en respectant les sites et le biotope. Il ne peut y avoir recours à la violence pour crier une telle évidence. »

L'AURORE : pauvres belles âmes !

« Ils ont donc gagné, ceux qui cherchent, de toutes les manières et sur tous les terrains, à déchaîner l'affrontement, à déclencher les conflits fratricides d'où doit sortir, selon eux, tout armée, la société nouvelle, ces exploiteurs de l'idéal et de la crédulité qui ne sont pas moins redoutables ni condamnables que les exploiteurs du travail et de la misère. Ils ont leur mort, comme il le souhaitaient.

» ...Les doux écologistes, les militants pacifiques du grand rassemblement de Creys-Malville... croyaient que la journée d'hier marquerait le point culminant de l'été antinucléaire ; ce sera pour eux désormais un dimanche noir.

» ...Pauvres belles âmes, pauvres apprentis sorciers, ils ont payé très cher le fruit de leur inexpérience ! »

(DOMINIQUE JAMET.)

LE FIGARO : une tactique révolutionnaire ?

« De braves gens (il n'y a pas plus de raisons de mettre en doute leur bonne foi que leur naïveté), (...) sont aussitôt débordés par des activistes, dont on apprend avec un certain étonnement que les plus violents arrivent d'Allemagne. (...) On voit bien qu'il ne s'agit plus ici d'écologie, mais de politique, et de la plus détestable : celle qui consiste à dénaturer un mouvement de foule pour envoyer des non-violents à l'assaut et des pacifistes à l'hôpital.

» Si c'est une tactique révolutionnaire, on peut prédire une chos à ceux qui l'ont mise aû point : ils feront peut-être encore bien des victimes, mais ils ne feront jamais la révolution. »

(ANDRÉ FROSSARD.)

LE MATIN : un pari dangereux.

« Au lieu de garder plusieurs « fers au feu », comme le font les Etats-Unis, la France s'est lancée avec frénésie dans une politique nucléaire « tous azimuts », négligeant les richesses du soleil et de la géothermie, porteurs d'énergies qui détermineront notre véritable indépendance économique de demain.

» Aujourd'hui, cette fuite en avant a incité le gouvernement à mettre en œuvre la seconde génération des centrales nucléaires, celle des surrégénérateurs utilisant le plutonium comme combustible.

» Le choix de cette filière est un saut dans l'inconnu car aucun pays ne maîtrise encore complètement cette technique. Si le prototype de Creys-Malville fonctionnait un jour, un point de non-retour serait atteint. Super-Phénix, c'est l'augmentation considérable des risques de dissémination de l'arme nucléaire, c'est l'accroissement du danger de pollution chimique par le plutonium, c'est le risque d'accidents nucléaires ou de pollution radioactive aux conséquences irréparables. Creys-Malville, c'est la naissance d'un gigantisme industriel qui ne correspond pas aux besoins de la société. C'est un pari dangereux.

» Il faut arrêter la construction de la centrale nucléaire de Creys-Malville. »

L'HUMANITE : provocation.

« Le problème atomique est grave. En France, comme dans l'ensemble des pays capitalistes où le profit est roi, il suscite l'émoi, l'opposition croissante des populations.

» Le gouvernement répond par le jeu de la provocation comme à Malville par la mobilisation policière et l'état de siège. Or le choix n'est pas entre la précipitation autoritaire insensée du pouvoir et le refus atomique.

» Exiger que la population et ses élus aient accès à tout le dossier, exiger que le respect des normes de sécurité renforcées soit démocratiquement contrôlé, s'opposer à la politique atomique autoritaire du pouvoir, tout cela est indispensable et exige un développement de l'action ; mais conclure au refus de toute utilisation de l'énergie atomique est dangereux. (...)

(VINCENT LABEYRIE.)

LIBERATION : le gouvernement a voulu les affrontements.

« ...Le gouvernement a sciemment voulu que ce rassemblement soit marqué par des affrontements. Il y a réussi. Mais il n'est pas certain que cela ne se retourne contre lui. A force de ne pas écouter ce qui travaille l'hexagone en profondeur, il retarde des échéances chaque jour plus importantes. Ce pays, que les débats politiques ennuient, n'aura plus désormais d'autres moyens d'expression. C'est ainsi que l'on fabrique des explosions. »

(SERGE JULY.)

ROUGE : une atmosphère de pogrom.

« En dépit de l'atmosphère de pogrom créée par les pouvoirs publics, ce rassemblement a été la première grande manifestation internationale contre le nucléaire en Europe. La réponse appropriée aux tenants de la folie nucléaire dans tous les pays de l'Europe capitaliste. La présence de milliers de manifestants étrangers, Allemands, Suisses, Italiens, Belges, Hollandais, témoigne de la force du mouvement international qui est en train de se lever, et qu'aucune répression n'arrêtera. C'est cela que ne pouvaient accepter les gens qui nous gouvernent. Ceux qui, il y a un peu plus d'un demi-siècle, faisaient tirer sur les ouvriers qui manifestaient pour la journée de travail de huit heures. »

ÉTRANGER

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG : la regrettable exportation de la violence.

« Il est impossible d'empêcher qu'une opposition antinucléaire ne se développe en Europe par-delà les frontières. Le chaos que cela provoque a eu à Malville de singulières conséquences : les manifestants allemands ont été accusés d'invasion barbare. Que disent maintenant les bien-pensants du libéralisme radical, les prophètes frustrés de la révolution anarchiste qui aimeraient bien mobiliser tout la presse lorsque l'Etat démocratique allemand cherche à se défendre avec une certaine maladresse contre des phénomènes nouveaux ?

» Il est regrettable que la violence ouest-allemande soit exportée en France, mais il n'est pas mauvais que certains Français influents — ceux qui par exemple partagent les opinions de Jean-Paul Sartre — fassent connaissance des prétendues victimes de la société répressive ouest-allemande. »

THE GUARDIAN : les populations concernées ne sont pas consultées.

Selon *The Guardian*, l'attitude hostile des Français au fait nucléaire est aussi due à *« la façon autoritaire dont la République française traite les affaires publiques »*. C'est ainsi, note le quotidien de Londres, que, tandis que les habitants de l'île de Man ont pu donner leur avis sur l'évolution du problème de Windscale (le surgénérateur britannique), les habitants des îles anglo-normandes n'ont jamais été consultés sur la construction de l'usine de retraitement de La Hague.

PREUVE EST FAITE

PAR CLAUDE MANCERON

Naïfs que nous sommes ! Nous craignions le danger d'être irradiés ou intoxiqués par les sursauts imprévisibles de la bombe atomique au ralenti de Creys-Malville. Et voilà que Creys-Malville a tué, blessé des jeunes manifestants à la bonne vieille manière de Chiappe ou de Badinguet.

Si le sujet n'était pas si tragique, on pourrait même signaler qu'à l'instar du légendaire Catoblépas, l'animal qui se dévorait lui-même, les forces de l'ordre se sont arraché les bras avec leurs propres armes.

Mais ce n'est pas le moment de rire. Est-ce la faute de ces malheureux, d'ailleurs ? Avez-vous vu ces images à la télé ? Le pouvoir l'a eue, son auto en flammes ! Avez-vous entendu ces perroquets sur les antennes de l'Etat ou des patrons de choc ? Dès le vendredi, tout l'appareil du conditionnement du Français moyen était mis en place. Faute de pouvoir nous faire craindre la ruée des « communo-protestants » annoncés par Mgr Lefebvre, des juifs, des francs-maçons, des Arabes ou des Viêtnamiens, on a retrouvé l'ennemi héréditaire avec délices : les Boches sont revenus. Ils ne passeront pas le Rhône, nom de Dieu, avec leurs manches de pioches, leurs barres de fer et leurs couteaux !...

Monsieur le préfet de l'Isère, sans doute nommé par Mac-Mahon, n'a pas hésité à s'écrier samedi que « *pour la deuxième fois, Morestel était occupé par les Allemands* ». Le même fonctionnaire nous assura dimanche, après la boucherie, qu'il avait « *le cœur serein* ». Laissons ce mot de bravache aux petites feuilles de l'histoire. On l'avait choisi pour ce travail-là. Il aura sa médaille.

A partir du président dans sa blouse immaculée, colmatant la brèche de Pierrelatte par sa Haute Présence, jusqu'au ministre de l'Intérieur dénonçant « *l'agression des anarchistes qui ne respectent pas les frontières* (sic) *et des gauchistes organisés* », il y a eu dimanche après-midi l'une des plus cyniques provocations et l'une des entreprises de violence les plus préméditées dont se soit rendu coupable cette « société libérale avancée », que René-Victor Pilhes a eu bien raison d'appeler « la Bête ».

Des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes manifestaient dans un désintéressement exemplaire, leur passion pour l'avenir et la paix du monde. Sous la pluie, ils se sont donné la main et ont marché vers un danger potentiel que de nombreux savants avaient dénoncé avant eux. La voilà donc, cette jeunesse dont les adultes dénonçaient l'indifférence, l'asthénie, l'incivisme, l'égoïsme. Cette jeunesse des nations mêlées que nous aurions été si heureux de voir se mobiliser contre Hitler et contre Mussolini, quand il était temps.

« La jeunesse d'aujourd'hui »... Savent plus travailler. Veulent plus se battre. Hitler connaissent pas. Ils sont sales. Ils fument, ils se droguent, ils draguent. Peut-être. Mais ils sont les seuls à se regrouper spontanément contre le hideux visage de l'an 2000 que nous leur préparons. Il y a plus d'intuition et d'intelligence de l'homme dans la marche vers Creys-Malville que dans tous les défilés des polytechniciens.

Il est faux que la responsabilité du drame incombe aux organisateurs de la marche. La provocation des autorités a été d'évidence, calculée.

Que faire contre cinquante mille jeunes qui se dérobent aux structures pourries de notre société du fric et de la grande bouffe ? Les diviser si possible en infiltrant parmi eux quelques provocateurs et bien cadrer ceux-ci dans les caméras pour épouvanter le bourgeois. Occuper la campagne où ils vont camper et quadriller le terrain grâce à cinq mille hommes super-équipés : l'effectif de deux régiments. Réveiller la nourrice du malheur et de la guerre, notre bonne vieille xénophobie. Et, dès que l'on prend un manifestant une pierre à la main, lui balancer une grenade offensive en pleine gueule. Dimanche, il fallait un *clash* pour endiguer la marée. Les jeunes, ça se dresse quand on sait les mater.

Le calme règne à Creys-Malville. Un professeur de physique-chimie a eu tort de se promener par là : il en a eu un coup au cœur. Un ordre nouveau (tiens, tiens !) va s'étendre ainsi sur toute la France, où nous produirons l'énergie la plus propre du monde derrière des réseaux de barbelés.

Preuve est faite. J'ai compris. Ce n'est pas de l'atome qu'il faut d'abord avoir peur. C'est de l'ordre policier qu'il implique, ce cimetière de la jeunesse du monde.

C. M.

Le Nouvel Observateur, 8/08/1977.

France Soir titre :

« DES GROUPES D'ACTION D'INSPIRATION ANARCHISTE (1.000 sur 20.000 MANIFESTANTS) IGNORANT LES FRONTIERES ONT DELIBEREMENT ATTAQUE LES FORCES DU DISPOSITIF DE PROTECTION. »

A la télévision

DU DOUTE CARTÉSIEN

Curieuse conception de l'information à Antenne 2. Non pas que ce soit la seule chaîne à ne pas pratiquer systématiquement le doute cartésien, mais on ne peut écouter les trois chaînes en même temps, et, dimanche, les trente à quarante personnes qui étaient à Beaubourg devant le petit poste ont écouté à 20 heures le journal sur la deuxième. Ils apprirent qu'il y avait eu un mort à Malville, celui-ci avait succombé à une crise cardiaque.

Il y eut des remous dans le public, des remous cartésiens, des doutes émis tout haut, que n'émit pas le journaliste. Ses sources devaient être sûres. Des médecins ? On apprit pourtant par la suite que l'un d'eux avait demandé l'autopsie... Des manifestants alors ? Certains pourtant ont parlé de coups au ventre... La police ? Pourquoi ne pas citer ses sources ?

Puis le public apprit dans la foulée que les incidents de Malville avaient provoqué de nombreuses réactions. Le journaliste d'Antenne 2 donna le point de vue du ministre de l'Intérieur. On attendit les autres, mais ce fut tout : le journal était terminé. Le public décidément cartésien émit des réflexions « désobligeantes » sur la télévision.

CATHERINE HUMBLOT.

Le Monde, 2/08/1977.

Sous la coupe de RTL

« J'Ai des dégâts, pas mal, pour les clôtures, oui, on m'a coupé tous mes barbelés autour de mes parcs, fait des passages dans les haies, on a piétiné un champ de pommes de terre, de haricots, de petite culture... »

C'est ce qu'a déclaré un paysan de Malville à Bernard Laine, grand reporter à RTL qui « couvrait » la manifestation.

Salauds de manifestants ? ont pensé les auditeurs. Parce qu'ils n'ont pas pu entendre la suite qui avait été censurée :

« On m'a volé mes piochons, mes tridents que j'avais dans mon champ où je cultive mes pommes de terre, et qui ont été volés par les C.R.S. On les a vus les amener, alors, là, il y a des témoins qui peuvent le prouver que ce n'est pas les manifestants qui m'ont pris mon matériel (...). Puis quand on voit des C.R.S. qui vont chez des vieilles femmes à côté de mon parc, qui font brûler tout ce qu'elles ont, qui cassent tout ce qu'elles ont, ça va pas, non ! »

Un censeur était passé par là : l'un des rédacteurs en chef de la station, Robert Lassus, qui avait fait « couper » la bande magnétique.

Bernard Laine, l'envoyé spécial de RTL, a protesté. Il s'est vu répondre par Jean Farran, directeur de l'antenne, qu'il n'avait pas à réaliser d'interviews mettant ainsi en cause la police. Et c'est donc un autre journaliste que RTL a envoyé à Bourgoin et à Naussac.

Une sorte de surveillé spécial.

Le Canard Enchaîné, 10/08/1977.

QUELQUES TITRES DE JOURNAUX.

Dans le camp des manifestants : « c'est la Bérésina ! »

L'Aurore, 1/08/1977.

La Mecque du gauchisme

La journée de samedi avait été entièrement consacrée aux palabres au point de ne plus savoir où donner du colloque du forum ou de la table ronde. Le moindre groupuscule avait tenu à organiser le sien, le plus souvent à la même heure, dans le même mouchoir de poche, la « cité des peintres », s'il faut en croire les banderoles du tourisme départemental.

Ce week-end, c'était surtout La Mecque du gauchisme. Il y avait les marxistes-léninistes de Krivine, l'organisation communiste des Travailleurs, les maoïstes de France, une kyrielle de mini-comités plus ou moins consistants. Ceux du Larzac, ceux des soldats, ceux de l'autogestion révolutionnaire et aussi les « camarades » de la lutte du peuple basque ou du Portugal rouge, ouvriers et paysans.

Quelques slogans dominaient le tintamarre : « Casser Malville ! » « Crever du bourgeois ! », « Giscard, Mitterrand, Marchais, Chirac, tous dans le même sac ! » ou

France Soir.

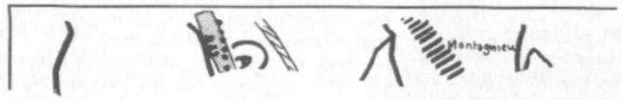
Page 5 : les anarchistes ont attaqué en commando

Nombreux et bien organisés les commandos anti-nucléaires de l'Allemagne de l'ouest

Le Journal — Journal Rhône-Alpes, 1/08/1977. — *intérieur*

A Malville, la manifestation pacifique débordée par deux mille casseurs

Entre les cars bleus des forces de police massés à l'intérieur du quadrilatère interdit par le préfet de l'Isère, et les cars rouges des contestataires musclés, parti- [illegible] la violence, il n'y avait pas de à Crevs-Malville pour les



Aujourd'hui à Bourgoin, demain à Neussac

LE WEEK-END CHAUD DES CONTESTATAIRES

Malgré les appels à la non-violence des leaders écologiques, on craint qu'ils ne se laissent déborder comme à Malville

Minute.

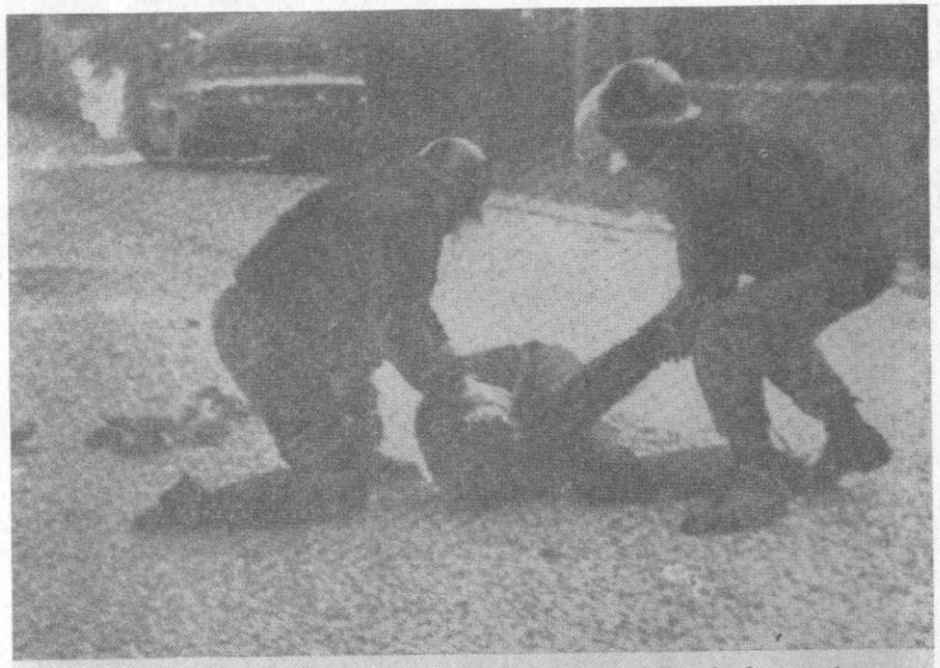
L'Aurore, 6-7/08/1977.

[illegible] sur [illegible] centrales [illegible] Claudel.

« Les Boches »

[illegible] non-violents, les éco- [illegible]istes sincères — Dieu [illegible]erci, il y en eut aussi ce [illegible]eek-end à Malville — [illegible] étaient laissés interpeller [illegible] fouiller sans broncher. [illegible] beaucoup de « tourie- [illegible] avaient vai- [illegible] sortir [illegible]

« Messieurs, pour deuxième fois dans l'hist de France, la mairie de restel est occupée [illegible] Boches. » Il ajouter ser [illegible]e d'ordre ne pa[illegible] l'un millier [illegible] fera!



Alors qu'une voiture achève de brûler, deux CRS portent secours à l'un des leurs atteint par un jet de pierres

Le même événement vu par « L'Aurore » et par « Match »...

DU COTÉ DES PARTIS ET DES SYNDICATS

Nous avons vu comment au lendemain du 31 juillet, le gouvernement, du ministre de l'Intérieur au président de la république en passant par le premier ministre Raymond Barre, assume la responsabilité pleine et entière des affrontements sanglants de Faverges. Nous avons vu comment Bonnet et Giscard d'Estaing couvrent avec cynisme les violences policières et les actes du préfet Jannin.

Du côté de la majorité, on emboîte le pas. Ainsi, Dominique Bussereau, secrétaire du bureau politique du Parti Républicain, déclare que « le Parti Républicain regrette les violences qui ont marqué la manifestation de Creys-Malville, et dénonce les agissements de certains groupuscules extrémistes qui en sont à l'origine. Il regrette enfin que les partis politiques de l'opposition n'adoptent pas une attitude claire face à de telles manifestations, et que leur hypocrisie serve de paravent aux extrémistes de tous bords. » (Le Monde, 2/08/1977).

Quant à lui, Monsieur Alain Carignon, conseiller général de l'Isère et membre du Comité central du RPR, il dénonce « l'action qui se développe insidieusement dans le pays, destinée, sous prétexte d'écologie, à ruiner les chances de l'économie française » (Le Progrès, 5/08/1977). Dans une déclaration à l'AFP, au nom du RPR, M. Carignon affirme qu'à Creys-Malville « les partisans du Programme Commun viennent de démontrer le véritable but de leur action qui vise en toute circonstance à ruiner l'autorité de l'Etat républicain, à discréditer ses représentants, faire pression sur la justice et l'opinion en travestissant les faits et en mentant effrontément. » Cela n'empêche pas bien sûr le même Carignon de se faire l'interprète des « aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui (sic) et de prendre en compte l'interpellation écologique (re sic) » (Le Monde, 4/08/1977).

Pour ne pas être en reste, la « troisième composante » de la majorité, le CDS déclare que « l'inconscience et l'irresponsabilité des organisateurs de la manifestation anti-nucléaire apparaissent au grand jour et doivent être dénoncées. Le CDS approuve pleinement les orientations de la politique nucléaire française que vient encore de confirmer le président de la république. Il est toutefois à l'écoute des inquiétudes exprimées par tous ceux qui entendent lutter pour une meilleure qualité de la vie et se prononcent en faveur d'un développement de la vie associative. Les militants écologistes ont en effet un rôle irremplaçable à jouer dans une société de plus en plus « technicisée ». Mais, s'ils veulent se faire entendre, il leur faut choisir le débat démocratique et pacifique et non se laisser manipuler par de dangereux agitateurs professionnels. » (Le Monde, 3/08/1977).

Pour leur part, les organisateurs, c'est-à-dire les Comités Malville, mettent le gouvernement au banc des accusés, dans un communiqué :

« Le 31 juillet les promoteurs de l'énergie nucléaire ont prouvé qu'ils étaient prêts à tuer pour imposer leurs installations meurtrières contre la volonté de la population. Nous ressentons avec tristesse et révolte la mort de notre camarade Vital Michalon (d'après l'autopsie, la mort serait due à une lésion pulmonaire due à une grenade offensive). D'autres manifestants ont été grièvement blessés , certains subiront toute leur vie les conséquences des mutilations dues à la violence policière totalement cautionnée, approuvée et commandée par le gouvernement. Les comités Malville dénoncent la répression policière, notamment l'usage de grenades offensives et le tir tendu, le défoulement policier à Morestel notamment à l'encontre des Allemands et de la population, la mise en place d'un état de siège, l'appel au racisme : la référence à la bande à Baader, à l'hitlérisme, la criminilisation très particulière des militants anti-nucléaires allemands qui a atteint son comble avec l'amalgame odieux entre anti-nucléaires et nazis (préfet de l'Isère). A ce sujet, ce sont les Allemands eux-mêmes qui ont protégé la mairie de Morestel et non pas assiégé comme la presse l'a fait croire. Contre cette campagne raciste, nous rappelons la présence tout à fait légitime de manifestants allemands, italiens ou suisses, étant donné le financement européen de Phénix. Enfin les comités Malville dénoncent la répression judiciaire, les inculpations, les sévices infligés aux inculpés et l'expulsion d'un militant anti-nucléaire. Ils appellent à une manifestation de solidarité nationale et internationale le samedi 6 août à 9 h. autour du procès. Les mots d'ordre seront « Libération immédiate des inculpés et cessation immédiate de toute poursuite judiciaire, interdiction des grenades offensives, destitution du préfet de l'Isère et son inculpation pour tentative d'homicide volontaire. » Ils appellent les organisations politiques et syndicales à se joindre à cette manifestation.

Libération, 3/08/1977.

Et voici le point de vue des comités locaux :

parole à la base

Les comités locaux de la région de Malville réunis en Assemblée générale à Bouvesse le 16 août 1977 se félicitent du succès du grand rassemblement de Malville, où 80 000 personnes se sont retrouvées dans cette marche historique, marquant la volonté des citoyens de sortir de la passivité et de s'affirmer franchement hostiles à la construction des surgénérateurs et en particulier de Superphénix à Malville.

Malgré la campagne d'intoxication des grands moyens d'information, télé, radio, presse, malgré la mobilisation militaire des forces dites d'ordre et la mise en état de siège de toute une région, malgré un climat de panique que le pouvoir a fait régner de partout : les 30 et 31 juillet ont été positifs. Malville a été porté à l'avant-scène de l'actualité nationale et internationale. Certes le bilan est lourd. Pour nous qui avions appelé à la non-violence et au pacifisme, la mort de Vital Michalon et nos nombreux blessés marqueront longtemps dans nos consciences et dans nos cœurs, mais fortifiera notre volonté de lutte face au pouvoir qui nous a toujours refusé le dialogue.

Les comités locaux s'insurgent contre la parodie de jugement du Tribunal de Bourgoin-Jallieu, jugement contesté par l'ensemble de la presse. Qui donc pourra encore croire à l'indépendance de la justice après une pareille mascarade ? Les comités locaux se réaffirment solidaires de tous les condamnés et mettront tout en œuvre pour leur assurer une aide efficace et que justice leur soit réellement rendue. Face à certains mouvements ou groupuscules dont le seul but est d'entretenir l'agitation au seul profit de leurs idéologies, les comités locaux de la région de Malville réaffirment leur volonté d'indépendance vis-à-vis des partis et des groupes politiques.

Le mouvement Malville est un mouvement populaire et pour être populaire une lutte ne peut être la lutte d'un parti quel qu'il soit, elle doit être l'œuvre de tous. Les comités locaux sont bien décidés à se donner les moyens de mener cette action. Pour ce faire ils ont décidé la création d'une association, qui, en accord avec l'Association des Élus et avec la participation des Associations apolitiques, écologiques et anti-nucléaires déjà en place dans les villes de la région, œuvrera et organisera la défense contre Superphénix. Une commission structurée a été nommée pour étudier les futurs statuts de l'Association et l'organisation de l'Assemblée générale constitutive.

Les comités locaux se veulent l'organisme de base du mouvement Malville. Ils rappellent la souscription nationale qu'ils ont ouverte au profit des blessés et de la défense des inculpés; ils rappellent aussi que Louis Vollat trésorier de l'ex-coordination est seul habilité à collecter des fonds. Envoyez vos chèques à son adresse : *LOUIS VOLLAT, 01470 SERRIÈRES DE BRIORD.*

(communiqué)

A gauche les réactions sont partagées.

Le Parti Communiste, fidèle en cela aux positions qu'il avait adoptées avant la manifestation des 30 et 31 juillet, dénonce dans les événements de Malville un « com-

plot » contre les forces démocratiques, une provocation qui à quelques mois des élections législatives vise à porter un coup à l'union de la gauche et au Programme Commun. C'est du moins ce qui apparaît dans la déclaration de Paul Rochas, secrétaire fédéral de l'Isère, membre du Comité Central du PCF, publiée dans l'Humanité du lundi 1/08/1977.

Paul Rochas, secrétaire fédéral de l'Isère, membre du Comité central du PCF a déclaré hier soir :

« Le déroulement des rassemblements et manifestations de Malville est venu confirmer l'appréciation que nous avions donnée. Ces deux jours de manifestations auront surtout permis de créer des incidents violents, qui ont fait plusieurs victimes, d'entretenir un climat de tension dont le pouvoir se satisfait.

« Tous ceux qui, légitimement, sont préoccupés par la politique du tout-nucléaire du pouvoir, ne peuvent se laisser prendre à un tel engrenage. Manifestement, le pouvoir a manœuvré. Non seulement il n'a pas essayé d'éviter les incidents, mais, bien plus, il a préconisé la manière forte. Cette attitude est tout à fait cohérente avec son refus de tout débat démocratique sur sa politique nucléaire.

« Nous condamnons à nouveau les actes de violence de groupes organisés de France et d'autres pays, agissant et se couvrant derrière des mots d'ordre anti-nucléaires.

« Ces deux jours n'auront répondu à aucune des vraies questions qui se posent.

« Le Parti communiste poursuivra son activité responsable pour doter notre pays d'une grande politique nationale de l'énergie, réalisée avec toutes les garanties de sécurité et contribuant à l'avenir de la France et au bonheur de ses habitants. »

Et ce qui apparaît dans l'ensemble des commentaires de l'Humanité de cette période. A témoin ce petit encart, dans l'Humanité du 6 août et qui donne à réfléchir. « Coucou ! le revoilà. Cohn Bendit. Ça faisait presque 10 ans... Il revient en parlant d'écologie, hier sur RTL. Curieux ce retour, non ? On sort des barres de fer, on lance des grenades offensives et hop... on fait resurgir Cohn Bendit... le Diable sait pourquoi ! »

... et ce dessin dans l'édition du 8 août qui deux jours après le procès de Bourgoin marque de façon significative comment le PC exprime sa solidarité avec les condamnés de Malville.

L'attitude du Parti Communiste Français face aux événements de Malville, mettant dans le même sac gouvernement et « casseurs », renvoyant dos à dos policiers et manifestants n'est pas sans rappeler les positions qu'il avait prises lors de l'assassinat du militant maoïste Pierre Overney par un vigile de la régie Renault en 1972.

Le Parti Socialiste adopte une position plus nuancée. Il s'élève contre la répression dont ont été victimes les anti-nucléaires mais dénonce les « violences » de certains manifestants; il interpelle le gouvernement, témoigne par la bouche de Louis Mermaz en faveur des inculpés de Bourgoin, mais il se garde bien de mettre toutes ses forces dans la bataille et sa solidarité reste souvent platonique.

Selon « France Soir » du 2 août 1977: « Les parlementaires régionaux du Parti Socialiste, Louis Mermaz, Jacques Antoine Gau, Louis Besson dénoncent les propos irresponsables tenus par le préfet de l'Isère lors de sa conférence de presse du 30 juillet qui fait état d'événements qui se seraient produits à Morestel et qui se révélèrent par la suite exagérés ou inexacts. Ils interpellent le ministre de l'Intérieur sur les circonstances dans lesquelles le représentant du pouvoir a pu diffuser de telles informations. Le Parti Socialiste dénonce la brutalité de la répression à Creys-Malville et condamne les actes de violence, en contradiction avec les consignes données par la coordination des Comités Malville. »

Le jeudi 4 août, au cours d'une conférence de presse, Louis Mermaz, président du Conseil général de l'Isère, a rendu publique la lettre suivante, adressée au ministre de l'intérieur et qui donne en substance les positions du Parti Socialiste.

Monsieur le Ministre,

Le débat nucléaire revêt en France, comme dans le monde entier, une exceptionnelle gravité.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement était averti de l'organisation d'une manifestation sur le site de Creys-Malville, à l'appel des groupes et mouvements écologistes.

Cette manifestation que les organisateurs voulaient pacifique s'est terminée de façon sanglante : un mort, plusieurs blessés très graves, essentiellement du côté des manifestants, mais aussi du côté du service d'ordre.

Les députés, Louis Besson, Président du Conseil Général de Savoie, Jacques-Antoine Gau et moi-même, vous interpellerons dès la rentrée parlementaire sur l'attitude adoptée par le gouvernement les 30 et 31 juillet, mais nous estimons que nous devons sans plus tarder vous poser un certain nombre de questions.

Il était du devoir des pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour éviter des affrontements sanglants et cela était parfaitement possible.

Les choses auraient pu se passer autrement, car les dizaines de milliers de manifestants rassemblés, d'une moyenne d'âge jeune, d'un niveau de culture élevé, n'étaient pas venus là pour en découdre avec les forces de police.

Je vous demande de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

Trouvez-vous normal que l'autorité administrative n'ait pas retenu l'idée de maintenir le contact avec la coordination des comités Creys-Malville pendant la journée du 31 juillet, comme la proposition lui en avait été faite ?

Comment expliquez-vous l'absence de toute autorité administrative sur le site où avaient lieu les manifestations, ce qui a conduit le préfet de l'Isère à reprendre et à amplifier toutes informations, exactes ou erronées, qui pouvaient lui parvenir à la Sous-Préfecture de la Tour du Pin où il était installé.

On est en droit de se demander à ce sujet s'il n'entrait pas, précisément, dans la tactique du gouvernement de s'en remettre à un certain type d'exécutant.

A aucun moment n'est venu des pouvoirs publics un appel à la réflexion ni à l'apaisement. Bien au contraire, de bout en bout ont prévalu l'intoxication et la brutalité verbale. Constamment l'amalgame a été fait entre des dizaines de milliers de manifestants pacifiques (dont M. Vital MICHALON) et une poignée de manifestants violents (les témoins oculaires vous diront de 50 à 150 personnes).

Il a été fait référence à l'ethnie et au fascisme à l'encontre de jeunes allemands qui n'étaient pas nés en 1945.

Je vous demande quels étaient les effectifs des forces de l'ordre, de quel armement elles disposaient.

Pourquoi le gouvernement et son exécutant, après les affrontements qui se déroulèrent sur les mêmes lieux entre les forces de l'ordre et une poignée de manifestants, ont-ils donné l'ordre de « charger » une foule nombreuse et pacifique qui se tenait rassemblée à distance sur la colline de Faverges ?

Pourquoi le recours systématique et massif à des armes redoutables, comme les grenades offensives utilisées en grand nombre et à tir tendu, alors que les forces de l'ordre contrôlaient parfaitement la situation ?

Que dire des perquisitions effectuées dans l'après-midi et dans la soirée chez des particuliers qui avaient hébergés, comme c'était leur devoir, des blessés ?

Que dire des arrestations systématiques alors que le calme était revenu ? Que dire des ratissages déclenchés dans la ville de Morestel le 31 juillet au soir sur la foi d'informations pour le moins exagérées, sinon totalement fausses ?

Que dire de l'amalgame entre les étrangers et ceux que vos services désignent du terme de « gauchistes » ?

J'affirme Monsieur le Ministre, qu'il dépendait du gouvernement d'éviter que la manifestation ne dégénérât en heurts sanglants. De même nous ne pouvons admettre de ne pas connaître encore aujourd'hui les noms et le nombre des blessés. De même, nous ne comprenons pas que le rapport d'autopsie de M. Vital MICHALON ait été rendu public après de si longs délais.

Devant tant de faits concordants, je vous interroge sur les intentions du gouvernement : quel but avez-vous poursuivi le 31 juillet en choisissant le parti de la répression la plus féroce ?

Il vous faudra accepter un débat dès la rentrée parlementaire sur ce qui s'est passé les 30 et 31 juillet. Le Groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée Nationale prendra alors toutes les initiatives qu'il conviendra pour que la lumière soit faite sur les tragiques évènements de Creys-Malville et les responsabilités établies.

Mais il faudra aussi que le gouvernement dise s'il entend poursuivre sa politique nucléaire hors du respect de la réglementation en vigueur, hors du contrôle parlementaire, en l'absence de tout débat démocratique, hors de toutes limites, hors de toutes garanties, en prenant l'entière responsabilité des conséquences qui risquent d'en résulter, comme dimanche dernier.

D'autres manifestations sont annoncées en France, notamment à Bourgoin-Jallieu. Je tiens à vous mettre solennellement en garde contre la tentation de recourir à nouveau à des formes cruelles et meurtrières de répression.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

L. MERMAZ, Député-Maire de Vienne, Prés. du Conseil Général de l'Isère (3/08/77).

Il convient d'ajouter à ces prises de position officielles du P.S. la lettre de Félix

Maurel, secrétaire de la section de Morestel à Willy Brandt, président du S.P.D.

Cette lettre rend justice avec honnêteté aux militants allemands calomniés par la préfecture de l'Isère avec la bénédiction du gouvernement social-démocrate allemand.

Monsieur Willy BRANDT
Président S.P.D.

Morestel, le 10.9.77

Cher Camarade,

J'ai appris avec inquiétude que les citoyens allemands condamnés par un tribunal français à la suite du rassemblement anti - nucléaire des 30 et 31 juillet à Malville, rassemblement voulu non violent par ses organisateurs, tomberaient sous le coup d'une loi allemande leur interdisant tout accès à de nombreux emplois.

Il faut pourtant que tu saches et que tu fasses savoir aux juges éventuellement chargés de leur appliquer cette loi :

. que s'il y eut violences le 31 juillet à Malville, ce ne fut que du fait de la police et d'un très petit nombre de manifestants (150 environ sur 60 000).

. que le Français MICHALON, tué par une grenade de guerre tirée par les forces dites de l'ordre, était un pacifique manifestant ni armé, ni casqué.

. que tous les jeunes allemands condamnés furent arrêtés plusieurs heures après l'explosion de la dernière grenade et en des lieux distants de 10 à 25 km de l'endroit où eurent lieu les affrontements.

. que le procès fut une parodie de justice dans un climat de xénophobie anti - allemande dû aux déclarations aussi fausses qu'inquiétantes du préfet de l'Isère.

.../...

. que la population de Morestel avait pu apprécier le comportement des écologistes allemands, en particulier lorsque dans la nuit du 30 au 31 juillet ils empêchèrent quelques voyous guidés par des individus, parlant trop bien le français pour ne pas être des provocateurs, de mettre à sac l'Hotel de Ville.

. que ces mêmes allemands me protègèrent pendant que je retirais le drapeau noir hissé sur le perron de cet Hotel de Ville et qu'ils montèrent une garde vigilante jusqu'au matin pour éviter de nouvelles provocations.

. que pendant la nuit du 31 juillet au 1er août les habitants de Morestel et des environs cachèrent par centaines des ressortissants allemands que la police pourchassait comme des malfaiteurs.

Persuadé que le S.P.D., bien qu'avec d'autres méthodes que notre P.S., cherche à instaurer une société de justice et qu'il serait très injuste de pénaliser deux fois des hommes pour des délits qu'ils n'ont pas commis, je m'en remets, Cher Camarade, à ton sens de l'équité pour attacher à ma lettre l'importance qu'elle mérite.

Je te prie de recevoir, Cher Camarade, mes fraternelles salutations socialistes.

Le Secrétaire de la section Morestel
du P.S.

Restent les radicaux de gauche. « Au cours de la conférence de presse qu'il a réunie mercredi après-midi 3 août, au siège de son organisation, M. Robert Fabre, président du Mouvement des Radicaux de Gauche, a précisé la position du MRG à l'égard des actions menées par les groupes écologistes. La fédération de l'Isère ayant participé à la manifestation de Malville, a déclaré qu'elle ne pouvait pas cependant partager la responsabilité d'une manifestation qu'elle n'avait pas organisée. Nous déplorons la présence de provocateurs dans les rangs des manifestants, a déclaré M. Fabre. Mais nous déplorons aussi que la seule réponse du pouvoir ait été celle des armes."

Après avoir critiqué le comportement du préfet de l'Isère, le président du MRG a souligné : "Nous tenons pour responsable le ministre de l'Intérieur."

M. Alain Giraud, conseiller municipal de Sonnay (Isère) et membre du Comité Directeur du MRG, a critiqué "l'attitude provocatrice adoptée à Morestel, dès la veille de la manifestation, par les gendarmes parachutistes."

M. Fabre a confirmé que son mouvement participerait aux manifestations prévues à Naussac et au Larzac. » (Le Monde, 5/08/77).

Faisant écho au jugement des Comités Malville, l'extrême-gauche se montre virulente dans sa dénonciation de la provocation gouvernementale. Cela n'a pas de quoi surprendre : partie prenante de la manifestation des 30 et 31, ces organisations affirment à cette occasion plus que par le passé, leur volonté d'investir leurs forces sur le front anti-nucléaire. Leurs communiqués laissent néanmoins apparaître des différences d'appréciation sur le bilan des deux journées et la suite à donner au mouvement.

Ainsi le Parti Socialiste Unifié estime dans un communiqué du 1er août, que « compte tenu des conditions météorologiques particulièrement défavorables et de la psychose de panique créée par le pouvoir, (la marche) constitue un grand succès politique. La fermeté et l'ampleur du front anti-nucléaire se sont affirmées de façon éclatante. Si un premier bilan devait être dressé, nous contestons l'insistance de certains à ne retenir de Malville 77 que les incidents certes très graves mais qui n'ont en fait concerné qu'une infime minorité de participants et, en temps, deux ou trois heures sur 48 d'une imposante manifestation populaire responsable et active (...) La responsabilité écrasante du sanglant bilan des affrontements du 31 juillet incombe au gouvernement. Son préfet n'a reculé devant aucun moyen pour provoquer l'affrontement : mensonges, arrestations dès le samedi, appels à la xénophobie. Le résultat : un homme est mort. (...) Le P.S.U. propose aux différents groupes écologistes et aux organisations engagées dans l'action de se regrouper dans un front anti-nucléaire dont le double but serait de favoriser l'expression massive des anti-nucléaires et de permettre l'élargissement de l'action à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire. C'est en assurant les liens avec la CFDT et le PS, militants et organisations; c'est en avançant le débat sur l'énergie et la croissance avec le PCF et la CGT que le front anti-nucléaire peut créer les conditions politiques d'une réussite.

La Ligue Communiste Révolutionnaire, dans une déclaration publiée en commun avec la Ligue Marxiste Révolutionnaire et le Groupe des Marxistes Internationalistes — GIM — (sections suisses et allemandes de la Quatrième internationale) dénonce « l'intoxication intensive et la répression criminelle auxquelles s'est livré le gouvernement français. » Les trois organisations « ayant participé à la marche de Malville sur la base de l'appel lancé par la coordination des comités Malville, c'est-à-dire une protestation de masse (...) s'élèvent en particulier contre la campagne xénophobe développée à cette occasion, alors même que le programme nucléaire relève d'une décision concertée des gouvernements européens, alors que la construction de Super-Phénix et des surrégénérateurs concerne directement l'ensemble des populations européennes, alors que se sont les firmes multinationales qui tirent profit de la construction de ces centrales et alors que les gouvernements européens, au mépris des traditions démocratiques élémentaires coordonnent de plus en plus leurs instruments de répression. Le GIM, la LMR et la LCR estiment indispensable le renforcement de la coordination du Mouvement anti-nucléaire européen (...) Par ailleurs la LCR estimait au soir des affrontements que « toutes les organisations ouvrières et démocratiques, quelles qu'aient été leurs divergences sur cette question, ne peuvent éluder une riposte large, unitaire et nationale : la vérité doit être faite sur les responsabilités gouvernementales dans la répression. »

Pour l'Organisation Communiste des Travailleurs « Les 50.000 manifestants de Malville ont témoigné de l'ampleur du refus populaire qui s'exprime désormais contre le programme électro-nucléaire français. Personne ne peut à présent nier le caractère massif de cette opposition. Le pouvoir a voulu faire de l'interdiction de cette manifestation un enjeu pour l'ensemble de sa politique anti-populaire. C'est pourquoi

il a déclenché une répression policière sans précédent, envoyant en première ligne son ministre de l'Intérieur, encourageant les déclarations provocatrices de son préfet de l'Isère. (...) Contre les exigences de ceux qui mettent en cause le programme électro-nucléaire français et ses risques incalculables, le pouvoir a montré que la seule réponse dont il est capable c'est encore et toujours la répression. » Après avoir dénoncé la campagne xénophobe, l'OCT poursuit : « En présentant les anti-nucléaires comme des "étrangers", des "violents", ils cherchent à empêcher la jonction de ce mouvement avec l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire (...) » enfin l'OCT « appelle à faire de la manifestation du Larzac des 13 et 14 août une nouvelle occasion d'exprimer le profond courant de tous ceux et celles qui refusent la société du profit et ses conséquences désastreuses pour les travailleurs. »

Pour leur part les Comités Communistes pour l'Autogestion estiment que « l'importance du dispositif militaire de la bourgeoisie et les déclarations hystériques du préfet Jannin ont amené dès samedi matin les 60.000 manifestants anti-nucléaires de Creys-Malville a être d'emblée confrontés à la question d'affrontements avec les forces de police. Celles-ci sont directement responsables de la mort de Vital MICHALON et des nombreux blessés (graves et légers). Le caractère massif de la manifestation lui a permis de ne pas respecter les diktats du préfet en franchissant la RN 75 et, dès lors l'affrontement était inévitable. L'impréparation à l'auto-défense de la manifestation de la part du collectif de marche a amené quelques individualités à l'action violente. Ce qui a conduit au faux débat « violence/non-violence » alors que le problème posé était celui d'une pratique d'auto-défense collective. La présence de 60.000 manifestants, malgré les conditions atmosphériques difficiles constitue une victoire politique pour le mouvement anti-nucléaire. La fin tragique de la manifestation définit les limites de ce succès. Le mouvement doit se structurer nationalement. C'est pourquoi nous maintenons notre proposition d'assises nationales des comités anti-nucléaires pour l'obtention d'un moratoire. »

Dans un texte commun, les sections de Lyon des trois organisations LCR, OCT, CCA stigmatisent le préfet Jannin qualifié de « boucher de Malville » dont elles réclament la démission et l'inculpation. Après avoir souligné que la responsabilité des affrontements retombait sur le gouvernement dans son ensemble, les trois organisations estiment néanmoins « qu'en refusant de dénoncer tout programme électro-civil ou militaire, et conséquemment d'appeler à la manifestation de Creys-Malville, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et les grandes centrales syndicales ont laissé au gouvernement la plus grande latitude dans l'application de son plan de répression. »

Enfin, le Mouvement d'Action Non-violente, qui n'est pas exactement une organisation d'extrême-gauche mais qui était présent à Malville, « déplore le caractère dramatique de la journée du 31 juillet, conséquence d'une véritable stratégie de "guerre civile" adoptée par le pouvoir et mise en œuvre par le préfet Jannin avec une rigueur particulière. Il dénonce la présence de quelques provocateurs d'extrême-droite qui ont tout fait pour que la manifestation dégénère. De même il regrette qu'une minorité de manifestants révoltés n'aient pas su contenir leur violence, malgré le caractère pacifique que s'était donnée le rassemblement. Cependant (...) les dispositifs policiers et militaires déployés préfigurent le visage de la société nucléaire qu'on nous prépare. Il faut souligner que malgré la pluie et les bruits alarmistes, les marches ont été massives et populaires. Une fois de plus le MAN contaste qu'il ne suffit pas de déclarer qu'une manifestation sera pacifique ou non-violente pour qu'elle le soit dans les faits. La non-violence ne s'improvise pas : elle nécessite une certaine organisation. (...).»

Il faudrait citer aussi les organisations maoïstes comme le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) et l'Humanité Rouge ou les différents groupes ou organisations anarchistes qui étaient partie prenante de la marche sur le site, tels la Fédération Anarchiste et l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires pour qui Malville « met à l'ordre du jour le débat sur l'autodéfense ouvrière et paysanne. »

Les réactions syndicales sont sans grande surprise, elles se situent en effet, dans la droite ligne des positions prises par les confédérations avant la manifestation.

Dans « Syndicalisme Hebdo » du 4 août, la CFDT fait un bilan des faits qui la confortent dans sa position première.

MALVILLE : le gouvernement responsable des incidents

■ **Un mort, plus de cent blessés dont certains très grièvement atteints, des dizaines d'arrestations : les événements survenus le 31 juillet sur le site du surrégénérateur de Creys-Malville dans l'Isère** donnent malheureusement raison à la CFDT, qui, le 13 juillet, avait annoncé sa non-participation à la manifestation, laissant entendre qu'elle risquait fort de se traduire par de graves affrontements.

La présence assurée de provocateurs ainsi que les mots d'ordre et la tactique choisis par certains manifestants pouvaient laisser prévoir une telle issue.

Cela dit la responsabilité des graves incidents de Malville incombe en priorité au gouvernement. Pour n'avoir pas écouté depuis trois ans la voix de ceux qui, comme la CFDT, demandaient une large discussion publique sur le nucléaire et une autre politique de l'énergie, le pouvoir a pris délibérément le risque de voir le « débat » s'engager à coups de grenades offensives et de barres de fer.

Les propos hallucinants de haine et de xénophobie de Jannin, le préfet de l'Isère, la veille des sanglants événements, la présence massive sur le terrain de policiers armés jusqu'aux dents ne pouvaient qu'envenimer la situation.

Tout avait pourtant commencé dans le calme le 30 juillet dans les communes proches du site où les premiers des quelque 40 000 manifestants avaient commencé à se rassembler. A Morestel, la CFDT représentée par des responsables des UD de l'Isère et du Rhône et du Comité interfédéral de l'énergie, avait tenu un meeting, rappelé ses positions et les raisons de sa non-participation à la marche du lendemain.

Giscard à Pierrelatte

La veille du rassemblement de Malville, Giscard avait cru pouvoir affirmer, lors d'une visite au centre atomique de Pierrelatte, que la politique nucléaire de la France se caractérisait par l'indépendance, la sécurité, la responsabilité. Au nom de la CFDT, Michel Rolant répliquait aussitôt : « Comment parler d'indépendance lorsque la politique énergétique de la France s'aligne sur celle des firmes multinationales ? Comment parler de sécurité alors que des scientifiques de plus en plus nombreux dénoncent les dangers des centrales et usines nucléaires ? Comment parler de responsabilité lorsque le gouvernement vend une usine de traitement de combustibles irradiés au Pakistan et signe un contrat de livraison d'uranium avec l'Afrique du Sud ? »

Après Malville la CFDT exigera, avec plus de détermination que jamais, que le gouvernement renonce à ce programme nucléaire inacceptable.

M. D.

L'U.D. de l'Isère, elle aussi, met en accusation le gouvernement tout en gardant ses distances vis à vis des manifestants : « L'U.D. de l'Isère dénonce l'attitude provocatrice du préfet de l'Isère et du Gouvernement qui entretenaient depuis plusieurs jours un climat de tension, incitant les provocateurs de toutes sortes à venir sur les lieux s'affronter aux forces de police. (...) Cette attitude des pouvoirs publics jointe à leurs propos xénophobes et « anti-jeunes », augure mal du climat policier qui entoure les installations nucléaires. (...) Les propositions de la CFDT, exprimées à Morestel le 30 juillet, sont des réponses claires et concrètes à la situation présente : notamment arrêt de Super-Phénix, suspension des autres travaux pour 3 ans, avec un débat démocratique et national sur le nucléaire. (...) De nouvelles initiatives seront prises à la rentrée, pour favoriser une large unité des travailleurs sur la base de nos propositions. (Rouge, 4/08/1977).

Toutefois, de nombreuses sections syndicales avaient participé aux journées de Malville et leurs réactions sont sensiblement différentes, telles les syndicats départementaux CFDT de la Santé, des Impôts, du Trésor, des Douanes, de l'INSEE, de la Caisse d'Epargne, le SGEN et Interco. du Rhône qui « constatent la forte participation aux rassemblements et à la marche vers le site de Malville. Pourtant les moyens mis en œuvre par le Gouvernement afin d'empêcher la mobilisation ont été considérable :

— campagne mensongère d'intoxication destinée à dissuader les manifestants de participer à la marche;

— fausses informations relayées par la presse à sensation (cf. Europe No1 annonçant le « sac de la Mairie de Morestel par la Bande à Baader » !!).

— déclarations hystériques, xénophobes et racistes du préfet de l'Isère; etc...

A ces manœuvres, le Pouvoir n'a pas hésité à ajouter des mesures inadmissibles :

— interdiction de la manifestation pourtant décidée non-violente;

— quadrillage policier de toute la région, avec mobilisation de 5.000 CRS et gendarmes.

« Rouge » du 20-21 août 1977.

Lettre du syndicat CFDT des banques au 1er ministre

Monsieur le ministre,

« Le syndicat CFDT du personnel des banques et établissements financiers de la région parisienne indigné et révolté par la brutalité criminelle de la répression policière lors de la manifestation contre la construction du surgénérateur de Creys-Malville, exige :

— la libération immédiate des six personnes condamnées à l'issue du « proces » de Bourgoin, qui ne fut qu'une parodie de justice ;

— la révocation du préfet Jeannin qui, se croyant investi d'une mission de chef d'état-major des armées en temps de guerre, a été à l'origine, par ses déclarations et ses décisions, de la mort de M. Vital Michalon et de la blessure grave de nombreux autres manifestants, rappelons que ce même préfat Jeannin s'est rendu célèbre par la brutalité de sa répression lors du conflit exemplaire du Joint Français ;

— l'interdiction totale de l'emploi par les forces de police de toute arme offensive du type des grenades utilisées à Creys-Malville ;

— la création d'une commission d'enquête indépendante du gouvernement qui sera chargée de faire toute la lumière sur les responsabilités dans les affrontements qui ont suivi la manifestation pacifique du 31 juillet ;

— l'ouverture d'un véritable débat démocratique sur la politique nucléaire en France.

« Par ailleurs, le syndicat parisien de la banque CFDT dénonce la campagne xénophobe dirigée particulièrement contre les ressortissants allemands présents lors de la manifestation, campagne qui tend à les assimiler aux envahisseurs nazis des années 40.

Pour le bureau,
Le secrétaire général adjoint
A. Perrichet »

La CGT prend position dans un long article de la « Vie Ouvrière » du 8-14 août :

MALVILLE :

CE QUE NOUS DICTE L'ESPRIT DE RESPONSABILITÉ

LE ministre de l'Intérieur, M. Bonnet, n'est pas un tendre. On se souvient des fortes paroles qu'il avait prononcées sur le compte des viticulteurs du Midi : « S'ils doivent crever, qu'ils crèvent. » A Malville, ce fut non plus des paroles, mais des actes. Sanglant bilan que celui dont il déclare assumer « la pleine et entière responsabilité » : des poitrines ouvertes, des pieds déchiquetés, des mains arrachées, un mort. Une boucherie !

On pouvait le craindre. Le gouvernement a en effet repoussé le débat, qui devait se dérouler à l'Assemblée nationale. Il développe dans l'ombre ses plans nucléaires. Il était fatal que l'inquiétude s'empare de la conscience de millions de Français, il était fatal que cette inquiétude s'exprime. Mais dès lors que cinq mille hommes étaient mobilisés sur le site de Malville, dès lors que cinq mille autres étaient mis en réserve, prêts à prêter main-forte aux premiers, dès lors que les autorités multipliaient les déclarations musclées, on pouvait craindre le pire. Dix mille hommes sur le pied de guerre, comme réponse aux inquiétudes de la population, des grenades offensives, des grenades lacrymogènes, des matraques comme contribution au débat démocratique revendiqué par de nombreuses organisations, dont la CGT : les responsabilités sont nettement situées. Le coupable, c'est le gouvernement.

Les affrontements violents servent toujours le pouvoir. On l'a vu en 1968. L'agitation des gauchistes, savamment entretenue par des provocateurs, a alors apporté sur un plateau d'argent une victoire électorale éclatante aux formations gouvernementales qui venaient pourtant d'être durement secouées par les grèves. Croit-on que la majorité, en perte de vitesse, menacée d'être battue aux élections l'an prochain, ait perdu la mémoire ? En fait, à Malville, elle tendait un piège à la gauche. Lors de la conférence de presse qu'elle a tenue sur les problèmes de l'énergie, le 19 juillet, la CGT alertait l'opinion, et mettait en garde les organisateurs de la manifestation. Les dirigeants écologistes ont souvent répondu par des sarcasmes et prétendu que nous « dramatisions ». Le drame aujourd'hui est là.

LA restriction mentale, les arrière-pensées, l'esprit de manœuvre n'ont pas été le fait du seul gouvernement, il est attristant de le constater.

Il est évident que l'énorme majorité des manifestants de Malville n'était là-bas que pour exprimer leurs craintes — légitimes, ô combien —, sur la politique énergétique du pouvoir et qu'elle n'avait en tête qu'une démonstration pacifique. Mais il existait aussi à Malville des groupes dont on peut penser qu'ils étaient truffés de provocateurs, et qui recherchaient l'affrontement sous quelque prétexte que ce soit, l'écologie faisant en l'occurence l'affaire.

Pourquoi les responsables des comités Malville ne les ont-ils pas désavoués ? Même après le drame, ils affirmaient leur solidarité à l'égard de tous les manifestants « quelles que soient leur appartenance politique, leur nationalité et *leur méthode d'action* » (souligné par nous). Pourquoi, alors qu'ils se montrent si complaisants avec certains, sont-ils si agressifs avec d'autres ? Pourquoi s'acharnent-ils par exemple à caricaturer les positions de la CGT ? C'est ce que faisait l'un d'entre eux, dimanche, à la télévision s'il vous plaît. Le soir de l'affrontement, cette polémique malveillante s'imposait-elle ? Mais beaucoup de dirigeants écologistes en sont là. M. Brice Lalonde dit être adhérent de notre Confédération ; il ne perd néanmoins pas une occasion de présenter la CGT, qui a plus de quatre-vingts ans de lutte pour l'amélioration des conditions et du cadre de vie derrière elle, comme une organisation attardée et dont les positions débiles ne méritent même pas la discussion. C'est navrant.

Pourquoi aussi certaines formations politiques et syndicales de la gauche, après avoir dit assez tardivement les dangers de la manifestation, n'ont-elles pas pris plus nettement leurs distances ? Finalement elles n'y étaient pas, tout en y étant, sans y être. En agissant ainsi, le parti socialiste et la CFDT n'ont pas rendu service à la gauche, ils ont prêté le flanc à l'accusation « d'hypocrisie » que les hommes de la majorité se sont empressés de lancer.

POUR nous, nous avons toujours précisé nos positions, sans arrière-pensées, ni complaisance à l'égard de qui que ce soit, avec la netteté et la franchise qu'exigent ces sujets qui sont déterminants pour le mieux-être et la sécurité future des Français.

Nos positions, nous les rappelons, puisqu'aussi bien tant de gens s'emploient à les déformer.

Nous ne soutenons pas, nous condamnons au contraire avec fermeté la politique énergétique du pouvoir. Dans l'immédiat, elle fait courir au pays le risque de coupures de courant ; à terme, elle ne garantit pas son avenir énergétique. Tout le monde peut mesurer les retombées néfastes qui peuvent résulter de ces carences.

Le gouvernement a misé hier, à tort, sur le tout pétrole ; il mise aujourd'hui, et c'est encore plus dangereux, sur le tout nucléaire. Nous avons dit et répété en effet que, pour le bien du pays, il fallait diversifier les sources d'énergie, ne pas rejeter le charbon, pousser les études et les réalisations pour des sources d'énergie nouvelles. Le plan du gouvernement est à l'opposé de cette orientation. De plus, le secret qui l'entoure, le fait que la réalisation er est confiée à des sociétés privées, dont le seul idéal est le profit, décuplent nos craintes et renforcent notre désaveu.

La CGT a un autre souci majeur sur lesquels certains font l'impasse ou dont ils trattent avec beaucoup de légèreté. « On ne saurait relever le niveau de vie et améliorer qualitativement les conditions d'existence des millions de personnes, qui vivent actuellement dans la pauvreté, sans développer leur consommation d'énergie », ont déclaré ses représentants lors de la conférence de presse du 19 juillet. Autrement dit, l'amélioration de la qualité de la vie exige impérieusement le développement de la production d'énergie. C'est une évidence.

Et d'après les informations et les études dont nous disposons, quoi qu'on dise ici et là, ce but ne peut pas être atteint sans avoir recours à l'énergie nucléaire.

Il est exclu cependont pour nous d'avoir recours à des solutions qui n'offrent pas toutes garanties. « Il faut assurer la réalisation de l'équipement nucléaire à un rythme, et dans des conditions qui assurent la sûreté des installations, la protection du personnel des centrales, de la population et de l'environnement », déclare la CGT. Et elle ajoute qu'il s'agit, pour elle, « d'exigences absolues ».

Voilà ce que nous dicte un examen du problème qui tient compte de tous les aspects essentiels. Voilà ce que nous dicte notre esprit de responsabilité à l'égard des travailleurs et du pays.

Ajoutons que nous considérons comme capital qu'un problème de cette taille fasse l'objet d'un vaste débat démocratique, ce qui suppose une information vraie et complète des Français.

« La V.O. », pour sa part, y contribuera en ouvrant prochainement, à l'intention de ses lecteurs, en toute sincérité et sans détours, ses dossiers sur la question.

R. TELLIEZ.

Il n'est pas inintéressant de rappeler ici les réactions des policiers CGT. La Fédération générale des syndicats de la police nationale CGT « regrettent que les fonctionnaires de police aient eu à intervenir au cours d'un rassemblement qui se voulait être une marche pacifique. » Elle « condamne sans réserve les actes de violence de certains groupes organisés, d'où qu'ils viennent, réunis sous couvert de mots d'ordres anti-nucléaires pour, en réalité, s'attaquer aux organisations démocratiques. » Elle « tient le gouvernement comme principal responsable des incidents violents qui ont eu lieu lors de la manifestation. Une fois de plus, les policiers ont servi d'instrument au pouvoir en place, pouvoir menant une politique anti-sociale et se refusant à l'ouverture de tout débat démocratique en faisant intervenir les forces de l'ordre. » (Le Monde, 4/08/77).

Ce tour d'horizon ne serait pas complet si nous ne faisions mention de l'opinion de Force Ouvrière et de son secrétaire général André Bergeron : « Nous redoutions que la manifestation tourne mal. C'est pourquoi le bureau confédéral avait conseillé aux militants de Force Ouvrière de l'Isère de ne pas y participer. Le droit de manifester est inséparable de la démocratie, mais de plus en plus se posera le problème de la capacité des organisateurs d'empêcher les débordements du genre de ceux qui sont à l'origine des graves incidents de hier après-midi (...). Cela dit, nous désaprouvons les propos du préfet concernant « la seconde occupation par les allemands » d'une localité de l'Isère (...). On ne peut pas contester la nécessité d'un développement contrôlé de l'énergie nucléaire sans tomber dans l'erreur du tout nucléaire remplaçant le tout pétrole (...) (Dernière Heure Lyonnaise du 2/8/1977).

Mais c'est en vain que l'on attendra des grandes confédérations syndicales une solidarité active, une solidarité qui aille au-delà d'une dénonciation verbale. L'Union départementale CFDT de l'Isère sera bien présente le 6 août au procès de Bourgoin, mais elle se défilera avec des explications embarrassées le jour où, à Grenoble, il faudra de nouveau affirmer dans la rue une solidarité militante avec les condamnés de Bourgoin. Ne peut-on raisonnablement penser que cette absence des grandes confédérations syndicales dans le combat contre la répression gouvernementale (présence symbolique pour l'une, hostilité à peine dévoilée pour l'autre), de même que la faiblesse ou l'absence de réaction des partis de gauche n'ont pas peu contribué à minimiser la riposte qui s'imposait ?

Les seules initiatives qui ont été prises par les syndicats sont venues de la base, des sections (en particulier dans la CFDT) ou de secteurs minoritaires, comme l'École Émancipée dans la FEN, ou bien encore d'organisations particulières comme la Confédération Syndicale du Cadre de Vie du Rhône pour qui « le succès du rassemblement de Creys-Malville confirme la volonté des citoyens de décider de la finalité et des moyens techniques qu'on leur propose, face au problème de l'énergie. La Confédération Syndicale du Cadre de Vie largement représentée à cette importante manifestation, regrette l'absence des organisations syndicales ouvrières (de la production) ainsi que la plupart des partis politiques de gauche, et en particulier ceux se réclamant de l'autogestion. La Confédération Syndicale du Cadre de Vie, rappelle ses positions prises en 1975 condamnant l'ensemble de la politique énergétique du pouvoir en place, et demandant l'arrêt du programme EDF d'implantation massive de centrales nucléaires ainsi qu'un moratoire de cinq ans ».

Il est certain que de la part des grandes organisations politiques et syndicales qui marquent la vie politique française, la défense des manifestants de Malville n'a pas été à la hauteur. Pourtant, c'était possible. La preuve, ces dizaines de milliers de voix qui se sont élevées en France, en Allemagne et en Suisse.

LE PROCES.